

**Déclaration conjointe du Président de la République française
et de la Première ministre du Japon
- Pour approfondir et renforcer le partenariat d'exception
entre la France et le Japon -
1^{er} avril 2026**

À l'invitation du gouvernement japonais, Emmanuel Macron, Président de la République française, a effectué une visite officielle au Japon du 31 mars au 2 avril 2026. Le Président français, Emmanuel Macron, et la Première ministre japonaise, Takaichi Sanae, se sont réunis à Tokyo le 1^{er} avril 2026. Ils se sont félicités de la mise en œuvre par la France et le Japon, qui partagent des valeurs et des principes communs, de la Feuille de route sur la coopération franco-japonaise (2023 - 2027) dans le cadre du partenariat d'exception et ont exprimé le souhait d'approfondir leur coopération en se fondant sur leurs intérêts partagés.

Reconnaissant l'importance d'un dialogue suivi et régulier au plus haut niveau, le Président français et la Première ministre japonaise ont réaffirmé leur attachement au maintien d'une communication continue pour renforcer la compréhension mutuelle et la concertation. Ils ont souligné la nécessité de préserver l'ordre international libre et ouvert fondé sur l'Etat de droit, le multilatéralisme, les libertés fondamentales, la démocratie, les droits de l'homme et le règlement pacifique des différends. Ils ont mis en lumière le rôle important joué par les deux pays dans le traitement des questions internationales et régionales avec les partenaires affinitaires.

Ils ont souligné l'importance du maintien et du développement de la coopération dans les domaines économique et commercial, notamment grâce au Dialogue économique de haut niveau UE-Japon, et ont salué le lancement de l'Alliance pour la compétitivité UE-Japon en 2025. Ils ont mis en avant l'importance stratégique d'une coopération toujours plus étroite entre l'Union européenne (UE) et les Parties à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste en faveur d'échanges libres, justes, ouverts et fondés sur des règles et d'une plus grande résilience des chaînes d'approvisionnement.

Le Président français et la Première ministre japonaise se sont réjouis des célébrations à venir, en 2028, du 170^e anniversaire des relations diplomatiques

entre la France et le Japon, jalon symbolisant leur amitié et leur coopération durable. Ils ont également salué la convergence des priorités des présidences française et japonaise du G7 et ont réaffirmé leur volonté de soutenir la réussite du prochain sommet du G7 à Évian, sous présidence française, et de collaborer dans ce but.

1. Coopération dans la région indopacifique

Le Président français et la Première ministre japonaise ont réaffirmé l'importance de l'« Indopacifique libre et ouvert », approche qui a 10 ans en 2026, et souligné le caractère essentiel d'un environnement régional stable et prospère. Ils sont déterminés à mettre en œuvre leurs stratégies respectives pour la région indopacifique en renforçant leur concertation et en reconnaissant l'identité partagée de la France et du Japon en tant que nations de la région indopacifique. Ils partagent une vision commune en faveur d'une région indopacifique stable, souveraine et résiliente. Le Président français et la Première ministre japonaise ont affirmé que la France et le Japon sont unis dans leur engagement en faveur de la paix et de la sécurité. A cet égard, ils partagent l'objectif de développer davantage leur coopération de sécurité et de défense et ont réaffirmé leur attachement au respect de la liberté de navigation et de survol et du droit international. Ils ont rappelé leur opposition à la coercition et aux activités de déstabilisation et ont soutenu la mise en place de partenariats de souveraineté pour répondre aux défis globaux.

Afin de faciliter les échanges stratégiques et la coopération concrète dans la région indopacifique, le Président français et la Première ministre japonaise ont confirmé l'importance de développer des projets conjoints en menant des consultations régulières, notamment dans le cadre du Groupe de travail franco-japonais sur l'Indopacifique. Ils ont également confirmé le renforcement de leur engagement auprès des pays insulaires du Pacifique et ont reconnu l'importance des réunions des chefs d'État et de gouvernement des îles du Pacifique et du Sommet France-Pacifique dans le soutien au développement durable et à la résilience de la région. Ils se sont félicités de la signature du renouvellement du mémorandum d'entente sur la coopération entre leurs agences de développement respectives, l'Agence française de développement (AFD) et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), un cadre

complémentaire au service des efforts conjoints de la France et du Japon pour la préservation de l'environnement et de la biodiversité et le renforcement de la résilience face aux changements climatiques dans toute la région indopacifique.

Le Président français et la Première ministre japonaise ont salué la signature d'un projet de formation organisée conjointement par Global Ports Safety et le port de Yokohama, prévue les 25 et 26 novembre 2026 ; le Président français a salué l'intérêt du Japon pour une collaboration avec le Centre régional d'études maritimes créé conjointement par la France et le Sri Lanka. Ces deux initiatives visent à renforcer la sécurité maritime dans la région.

2. Coopération bilatérale

1) Coopération en matière de sécurité et de défense

Le Président français et la Première ministre japonaise ont échangé à propos de leurs stratégies de défense et de sécurité nationale respectives. Ils ont salué la réunion ministérielle 2+2 qui s'est tenue le 1^{er} avril et ses conclusions.

Ils ont salué la Feuille de route franco-japonaise sur la défense signée par le ministère des Armées et des Anciens combattants de la France et le ministère de la Défense du Japon. Ils ont également salué la promotion de la coopération dans le domaine des équipements et des technologies de défense, l'organisation active de formations et d'exercices conjoints et l'échange de personnel, y compris des escales, dans le but de renforcer la coopération et l'interopérabilité. Dans la perspective de la restructuration des « Forces d'autodéfense aériennes et spatiales du Japon » au cours de l'année fiscale 2026, ils ont salué le prochain détachement, à partir de juillet 2026, d'un agent des Forces d'autodéfense du Japon en tant qu'officier de liaison au sein du Commandement de l'espace de la France, avec pour objectif de promouvoir la coopération et la coordination des efforts dans le domaine spatial de défense.

Ils souhaitent continuer à renforcer leur soutien mutuel s'agissant des déploiements de missions de formation et d'entraînement français dans la région indopacifique et japonais en France métropolitaine ou dans les territoires français d'outre-mer.

Ils ont également réaffirmé leur volonté de contribuer activement à la paix et à la stabilité dans la région indopacifique.

Le Président français et la Première ministre japonaise se sont félicités de la profondeur stratégique de leur partenariat, caractérisé par de multiples échanges et exercices dans tous les domaines, maritime, aérien, terrestre et spatial. Ils ont salué les opportunités de renforcement de la coopération entre leurs forces aériennes en promouvant l'interopérabilité.

La Première ministre japonaise a reconnu l'importance du rôle joué par la France au sein de l'UE et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Le Président français et la Première ministre japonaise sont convenus de développer et de renforcer davantage la coopération dans les domaines politique et de sécurité dans le cadre de l'UE, notamment grâce au partenariat UE-Japon en matière de sécurité et de défense publié en 2024 et au dialogue UE-Japon sur l'industrie de la défense, et dans le cadre de l'OTAN, en particulier grâce au programme de partenariat individualisé entre l'OTAN et le Japon signé à Vilnius en 2023, aux projets phares entre l'OTAN et les quatre partenaires de l'Indopacifique formulés à Washington en 2024 et au dialogue consacré à l'industrie et aux équipements de défense entre l'OTAN et le Japon.

Le Président français et la Première ministre japonaise ont salué le dialogue bilatéral qui se tiendra à Paris le 3 avril et portera sur la coopération bilatérale en matière de lutte contre le terrorisme.

2) Sécurité économique et énergétique

Le Président français et la Première ministre japonaise ont souligné qu'il est important pour les deux pays de garantir un ordre économique libre et juste et de coopérer pour améliorer leur autonomie stratégique. Ils se sont déclarés vivement préoccupés par toute forme de coercition économique, le recours à des mesures et à des pratiques hors marché, qui engendrent des surcapacités et des distorsions du marché, ainsi que par les restrictions sur les exportations, en particulier sur les minerais critiques et leurs dérivés, qui sont susceptibles d'avoir un impact négatif important sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ils ont réaffirmé l'importance de garantir que les mesures de contrôle des exportations soient strictement circonscrites, non discriminatoires et conformes

au droit et aux pratiques internationaux. Ils ont reconnu l'importance stratégique de la résilience des chaînes d'approvisionnement, en particulier dans les secteurs de l'énergie et des biens et matériaux stratégiques, notamment les minerais critiques.

Le Président français et la Première ministre japonaise se sont par ailleurs engagés à renforcer leur coopération dans le cadre du groupe de travail bilatéral sur la sécurité économique et en concertation avec les partenaires affinitaires, notamment au sein du G7, afin d'améliorer la sécurité économique et la résilience des chaînes d'approvisionnement, de préserver et de renforcer la compétitivité des industries en amont et en aval en protégeant les technologies critiques et de remédier à la coercition économique et aux mesures et pratiques non liées au fonctionnement du marché.

Le Président français et la Première ministre japonaise ont salué la Déclaration conjointe franco-japonaise sur la coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire, qui met l'accent sur l'importance de ce domaine pour les deux pays, notamment sur les projets en matière d'énergie de fusion comme ITER et JT-60SA.

Ils ont salué la Feuille de route sur les minerais critiques signée par le ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique de la France et le ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie du Japon le 1^{er} avril 2026. Ils ont réaffirmé qu'ils continueront, en se fondant sur cette feuille de route, de développer des projets conjoints impliquant des entreprises françaises et japonaises et de contribuer à la diversification et à la sécurité des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques, qui sont essentiels pour les industries des deux pays, par exemple grâce à la collaboration en cours dans le cadre du projet Caremag sur les terres rares.

Ils ont par ailleurs réaffirmé leur volonté d'aider les pays à revenu faible et intermédiaire riches en minerais à jouer un rôle plus important dans la chaîne d'approvisionnement mondiale en énergie propre grâce au Partenariat pour l'amélioration de la résilience et de l'ouverture des chaînes d'approvisionnement (« RISE ») que la France a récemment rejoint.

3) Coopération économique et coopération scientifique et technique

Le Président français et la Première ministre japonaise ont reconnu qu'il est important d'intensifier les échanges bilatéraux et les liens en matière d'investissement ainsi que la coopération scientifique et technique. Ils ont salué les résultats de la onzième réunion du comité mixte de coopération scientifique et technique entre la France et le Japon, qui s'est tenue le 31 mars 2026. Cette réunion avait reçu le soutien déterminé des ministres concernés. Le Président français et la Première ministre japonaise partagent l'objectif de renforcer la coopération bilatérale scientifique et technologique dans des domaines comme les technologies quantiques, l'intelligence artificielle (IA), la santé et l'agriculture. Ils se sont félicités du développement des activités du Centre national de la recherche scientifique au Japon, avec la création de deux nouveaux laboratoires de recherche internationaux avec l'université de Kyushu et l'Université de Nagoya.

Le Président français et la Première ministre japonaise ont réaffirmé l'importance stratégique du renforcement de la coopération dans les domaines des technologies avancées, dont les technologies à double usage comme l'IA, les technologies quantiques et les technologies spatiales, dans le but de stimuler l'innovation et de permettre une croissance économique durable, notamment en encourageant le commerce et les investissements bilatéraux, en promouvant les projets de recherche conjoints et l'échange de chercheurs et en soutenant la mise en relation de l'industrie et des entreprises émergentes. Ils ont salué la prochaine association du Japon au programme « Horizon Europe », qui ouvre la voie à de nouvelles coopérations scientifiques, et ont affirmé leur soutien aux efforts conjoints déployés par les organismes de financement des deux pays pour mettre en relations les chercheurs d'excellence. Ils ont salué la Déclaration conjointe sur la coopération franco-japonaise relative aux start-ups et à l'innovation signé par le ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique de la France et le ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie du Japon le 1^{er} avril 2026 et ont indiqué espérer de nouvelles collaborations.

Le Président français et la Première ministre japonaise ont réaffirmé qu'il importe de promouvoir une gouvernance et un écosystème internationaux permettant le développement d'une IA sûre, sécurisée, digne de confiance et durable,

notamment dans le cadre du processus de Hiroshima sur l'intelligence artificielle. Dans ce contexte, ils ont salué le renforcement de la concertation entre les deux pays, notamment lors de la présidence française du G7. Ils ont par ailleurs réaffirmé leur volonté de promouvoir la création de liens entre leurs écosystèmes d'innovation respectifs et de renforcer les efforts de collaboration avec les pays du Sud pour créer ensemble un écosystème de l'IA. Le Président français et la Première ministre japonaise se sont engagés à accélérer la coopération dans le cadre de la Déclaration conjointe franco-japonaise sur la coopération dans le domaine de l'intelligence artificielle. Dans la continuité des priorités de la présidence française du G7, ils ont reconnu l'importance de promouvoir la protection des mineurs en ligne par des mesures appropriées.

Le Président français a salué l'annonce de la Première ministre japonaise concernant l'organisation dès que possible par le Japon du Sommet sur l'intelligence artificielle. Le Président et la Première ministre sont convenus de coopérer étroitement en vue de sa tenue.

Le domaine spatial étant de plus en plus stratégique et compétitif, le Président français et la Première ministre japonaise ont salué l'étroite coopération entre les deux pays, notamment grâce au quatrième dialogue spatial global entre la France et le Japon, qui s'est tenu le 15 janvier 2026. Ils ont réaffirmé l'urgence de se pencher sur la durabilité à long terme des activités spatiales, notamment grâce aux mesures de réduction des débris spatiaux et d'assainissement de l'espace, et sont convenus de coopérer étroitement à l'élaboration de la réglementation internationale, notamment au sein du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et du G7. Ils ont par ailleurs réaffirmé qu'il était nécessaire et urgent de coordonner les efforts multilatéraux dans le domaine de la connaissance de la situation spatiale. Le Président français et la Première ministre japonaise sont en outre convenus qu'il est essentiel de poursuivre les échanges de bonnes pratiques sur l'utilisation du système mondial de radionavigation par satellite et du système de satellite quasi zénithal. Ils ont par ailleurs reconnu l'importance d'accélérer la coopération entre le Centre national d'études spatiales et l'Agence pour l'exploration aérospatiale du Japon dans tous les domaines de l'activité spatiale, notamment l'exploration et les sciences spatiales, le transport spatial, l'observation de la Terre et la durabilité à long terme des activités spatiales. Le Président français et la Première ministre japonaise

ont salué le développement continu de partenariats industriels entre les écosystèmes spatiaux des deux pays. Le Président français a invité le Japon à participer à haut niveau au Sommet spatial international organisé par la France en 2026, qui sera préparé en étroite coordination avec le Japon.

Le Président français et la Première ministre japonaise ont par ailleurs salué les progrès en matière de coopération économique qui ont été réalisés grâce aux initiatives du secteur privé.

4) Culture, éducation et échanges entre les populations

Le Président français et la Première ministre japonaise ont confirmé qu'il est important de continuer à approfondir les échanges culturels, universitaires et intellectuels, avec la participation des ministères et des organismes publics concernés, notamment dans le cadre des préparatifs du 30^e anniversaire de la Maison de la culture du Japon à Paris, du 100^e anniversaire de l'Institut français du Kansai en 2027, du 170^e anniversaire des relations diplomatiques franco-japonaises en 2028 et du 100^e anniversaire de la Maison du Japon à la Cité internationale universitaire de Paris en 2029. Ils ont salué la création du groupe de travail pour le 170^e anniversaire des relations diplomatiques franco-japonaises par les ministères et organismes publics concernés. Ces commémorations mettront en lumière les liens riches et pérennes qu'entretiennent la France et le Japon.

Le Président français et la Première ministre japonaise ont souligné le rôle important que jouent les industries créatives, comme l'anime, le manga, le jeu vidéo, la musique et le cinéma, pour renforcer les échanges économiques et les échanges entre les populations, notamment les jeunes générations, et ont confirmé leur intention de renforcer leur coopération dans ce secteur.

Ils se sont également félicités de la proposition du Syndicat national de l'édition français de faire du Japon l'invité d'honneur du Festival du Livre de Paris en 2028, et de la décision de l'Association japonaise des éditeurs de livres (JPBA) de participer à ce festival.

Le Président français et la Première ministre japonaise se sont félicités que le Japon ait été désigné comme pays à l'honneur pour le Marché du Film, qui se

déroulera en même temps que la 79^e édition du Festival international du film de Cannes en 2026.

Le Président français et la Première ministre japonaise ont également salué les progrès réalisés en matière de coopération culturelle, grâce à plusieurs projets : le jumelage des châteaux de Chambord et de Matsumoto, le partenariat entre le Centre national du cinéma et de l'image animée et la *Visual Industry Promotion Organization* (VIPO, Organisation de promotion de l'industrie visuelle), la coopération dans la lutte contre le piratage entre l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) et la *Content Overseas Distribution Association* (CODA, Association pour la distribution de contenus à l'étranger), la coopération entre l'Alliance pour le manga et le webtoon et CODA, et le partenariat entre Centquatre Paris et Roppongi Art Night dans le domaine de la création contemporaine.

Le Président français et la Première ministre japonaise ont confirmé leur intention de poursuivre sur une base régulière le dialogue conjoint franco-japonais sur la coopération culturelle, suite à sa première réunion en octobre 2025, pour renforcer les liens anciens qui unissent les deux pays dans les domaines d'intérêt commun, tels que les industries culturelles créatives, le patrimoine, les musées et l'artisanat.

Ils ont exprimé la volonté de coopérer étroitement pour contribuer au succès de GREENxEXPO 2027 et la Première ministre japonaise a salué l'intérêt de la France à participer à GREENxEXPO 2027.

Ils se sont réjouis de la tenue des neuvièmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée à Cannes, en France, en octobre 2026 et appuieront les efforts visant à promouvoir les échanges entre les collectivités locales.

Ils ont réaffirmé leur volonté de promouvoir la mobilité des étudiants et des chercheurs entre les deux pays, notamment en début de carrière, en particulier dans le domaine des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques.

3. Enjeux globaux

Le Président français et la Première ministre japonaise ont réaffirmé leur engagement en faveur de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, notamment le trafic de stupéfiants, dans le cadre des enceintes internationales et notamment du G7, présidé cette année par la France. Ils se sont également félicités de la mise en place, l'année dernière, des consultations franco-japonaises en matière de lutte contre le terrorisme et de la tenue de leur deuxième réunion en avril. Ils sont convenus de renforcer la coopération dans la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme, le financement de la prolifération d'armes de destruction massive et le trafic de stupéfiants, notamment en garantissant le succès de la cinquième Conférence interministérielle « No Money for Terror » prévue en mai en France et en appuyant les activités du Groupe d'action financière.

Le Président français et la Première ministre japonaise sont convenus de développer de nouveaux axes de coopération, comme les menaces hybrides, et de se pencher sur le sujet des technologies nouvelles et émergentes. À cet égard, ils ont affirmé que la coopération avec les pays affinitaires est indispensable pour contrer les cybermenaces. Ils sont convenus de poursuivre la coordination des efforts dans les enceintes internationales pour promouvoir un comportement responsable des États dans le cyberspace. Ils ont également déclaré leur souhait de travailler ensemble sur la prolifération non réglementée des capacités d'intrusion cyber disponibles sur le marché dans le cadre du processus de Pall Mall. Ils ont également confirmé leur engagement à renforcer la coopération dans le cadre des consultations bilatérales franco-japonaises en matière de cybersécurité. Le Président français et la Première ministre japonaise sont convenus de renforcer les échanges sur la lutte contre les fausses informations, la désinformation et les ingérences hybrides, notamment grâce à la coopération entre les autorités et les organismes de recherche nationaux pertinents.

Ils ont souligné l'importance de la gouvernance mondiale, notamment le renforcement du rôle de l'Organisation des Nations Unies (ONU), afin de continuer à garantir la légitimité et la représentativité des institutions internationales. Ils ont rappelé qu'il était urgent de réformer le Conseil de sécurité des Nations Unies et ont appelé à l'élaboration d'un modèle consolidé prévoyant

l'accroissement du nombre de membres permanents comme de membres non permanents du Conseil de sécurité, reflétant le soutien d'une majorité d'États membres. La France a réaffirmé son ferme soutien à la candidature des pays du G4, notamment du Japon, et de deux pays africains, au statut de membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Réaffirmant leur attachement commun à l'objectif ultime de parvenir à un monde sans armes nucléaires, le Président français et la Première ministre japonaise ont confirmé leur volonté de renforcer la coopération en matière de maîtrise des armements et de désarmement, en tenant compte de l'environnement de sécurité actuel, notamment dans la perspective de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui se tiendra en 2026.

Le Président français et la Première ministre japonaise ont réaffirmé leur volonté de travailler étroitement au sein des enceintes multilatérales, notamment au sein du G7 présidé cette année par la France, sur un large éventail de sujets, en particulier les déséquilibres mondiaux, le partenariat international et la transparence de la dette, la sécurité économique, y compris le renforcement de la résilience des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques, la santé et le numérique.

Ils ont estimé que la persistance des déséquilibres macroéconomiques internationaux constitue une source de vulnérabilité pour le système financier international. Ils sont convenus de l'importance du renforcement du dialogue international et de la coordination des politiques au sein du G7 et d'autres enceintes multilatérales pour résoudre les déséquilibres externes, promouvoir une croissance équilibrée et durable et instaurer des garanties de stabilité financière.

Le Président français et la Première ministre japonaise sont particulièrement déterminés à réformer l'architecture internationale de la solidarité et des partenariats qu'elle soit axée sur des partenariats internationaux mutuellement bénéfiques, une responsabilité renforcée, la réduction de la fragmentation de l'aide, l'accroissement du nombre de donateurs et la mobilisation des capitaux privés et nationaux ; cette réforme devra également garantir la solidarité autour

des principaux enjeux de développement, tels que le développement de la petite enfance, la nutrition, la santé et l'extrême pauvreté. Ils ont souligné l'importance du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et sont convenus de travailler étroitement dans le cadre de son évolution.

Ils ont souligné leur volonté de traiter les problématiques liées à l'environnement, au climat et à la biodiversité. Le Président français a remercié le Japon pour sa participation à la troisième Conférence des Nations Unies sur l'océan, organisée à Nice en juin 2025, et a salué l'adhésion subséquente du Japon à l'Accord sur la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (Accord BBNJ) en décembre 2025. La coopération entre l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) et l'Agence japonaise pour les sciences et technologies marines et terrestres du Japon (JAMSTEC) dans le cadre du projet « Science, innovations et Observatoires sous-marins » en Nouvelle-Calédonie a illustré l'engagement des deux pays sur ces sujets dans le Pacifique-Sud.

Ils se sont engagés à continuer de défendre l'adoption d'un instrument international ambitieux et juridiquement contraignant visant à mettre un terme à la pollution par les plastiques, et tenant compte de leur cycle de vie complet. Ils ont réaffirmé leur appui aux initiatives qui visent à combattre les activités de pêche illégales, non déclarées et non contrôlées.

Le Président français et la Première ministre japonaise ont rappelé leur volonté de renforcer la coopération bilatérale et multilatérale pour faire face à la triple crise des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la pollution. Ils ont souligné le rôle central de la science, qui est le pilier de l'action climatique et environnementale, et ont réaffirmé leur soutien au travail que mènent le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques et le Panel intergouvernemental scientifique et politique sur les produits chimiques, les déchets et la pollution. Ils ont également réaffirmé leur attachement à la mise en œuvre efficace de l'Accord de Paris, afin de limiter l'augmentation de la température mondiale moyenne à 1,5 °C, et du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. Ils ont réaffirmé leur volonté de

protéger et de restaurer les puits de carbone, tels que les océans, les sols et les forêts, notamment en travaillant conjointement pour mettre un terme à la perte de surfaces forestières et à la dégradation des terres et pour en inverser la tendance d'ici à 2030. Ils ont réaffirmé leur volonté de promouvoir une coopération internationale renforcée en matière d'adaptation, d'aligner les flux financiers sur une trajectoire vers de faibles émissions de gaz à effet de serre et un développement résilient aux changements climatiques, et d'une coopération internationale en matière de réduction des risques de catastrophes conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

Ils sont convenus que la France et le Japon jouent un rôle moteur dans le soutien à la santé mondiale, notamment en contribuant à une couverture sanitaire universelle, en appuyant la réforme de l'architecture mondiale de la santé coordonnée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en promouvant la mise en œuvre opérationnelle de l'approche « Une seule santé » pour combattre les maladies infectieuses, notamment la résistance aux antimicrobiens, et les maladies non transmissibles, en promouvant le renforcement des systèmes de santé, de coordination entre finance et santé et des réseaux mondiaux de suivi de santé. Ils sont convenus de renforcer encore la coopération et la concertation bilatérales dans ce domaine et ont salué la publication de la Déclaration conjointe franco-japonaise sur la santé mondiale. Ils se sont félicités du passage de relais à venir dans le cadre du G7 Cancer, en mai 2026, de la présidence française à la présidence japonaise.

4. Situations régionales

1) Asie

Le Président français et la Première ministre japonaise ont renouvelé leurs vives préoccupations concernant la situation dans les mers de Chine orientale et méridionale et se sont fermement opposés à toute tentative unilatérale de modification du statu quo par la force ou la coercition, qui entraînerait une escalade des tensions et entraverait la stabilité régionale et le droit international.

Ils ont réaffirmé l'importance du respect de la liberté de navigation et de survol ainsi que l'importance du règlement pacifique des différends conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Ils ont à nouveau souligné

le caractère universel et unifié de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et ont réaffirmé son rôle primordial dans la définition du cadre juridique régissant toutes les activités dans les mers et océans. Ils ont rappelé que la sentence rendue en 2016 par le tribunal arbitral concernant la mer de Chine méridionale est définitive et juridiquement contraignante pour les parties au différend. Ils ont souligné l'importance de la paix et de la stabilité régionales dans le détroit de Taïwan et ont encouragé le règlement pacifique des différends entre les parties concernées par un dialogue constructif.

Le Président français et la Première ministre japonaise ont exprimé leurs vives préoccupations concernant la Corée du Nord, qui a réitéré son intention d'étendre ses programmes nucléaires et de missiles balistiques, et ils ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la Corée du Nord conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le Président français et la Première ministre japonaise ont fait état de leurs vives préoccupations face aux actes de cybermalveillance de la Corée du Nord, notamment le vol de cybermonnaie, les activités de professionnels des technologies de l'information nord-coréens, ainsi que face à une coopération militaire accrue avec la Russie, et ont souligné la nécessité de répondre ensemble à ces activités malveillantes. Le Président français et la Première ministre japonaise ont exigé de la Corée du Nord qu'elle règle immédiatement la question des enlèvements.

Ils ont rappelé l'importance de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui promeut la paix et la stabilité de la région indopacifique notamment grâce à une architecture régionale pilotée par l'ASEAN elle-même. Ils ont souligné leur soutien sans faille à la centralité et à l'unité de l'ASEAN, ainsi qu'à l'intégration transversale et la mise en œuvre des Perspectives de l'ASEAN sur l'Indopacifique, au moyen de projets et d'activités s'inscrivant dans ses quatre domaines de coopération prioritaires. Ils ont rappelé leur volonté de renforcer leur coopération avec l'ASEAN pour préserver une région pacifique, stable et prospère.

2) Ukraine, Russie

Le Président français et la Première ministre japonaise ont tous deux reconnu que l'agression de la Russie contre l'Ukraine constitue un acte inadmissible qui

ébranle les fondations mêmes de l'ordre international. Ils ont réaffirmé le soutien indéfectible de leurs pays à l'Ukraine alors qu'elle défend son intégrité territoriale et son droit à l'existence, sa liberté, sa souveraineté et son indépendance. Ils ont également appuyé les engagements pris dans le cadre de la Coalition des Volontaires de fournir des garanties de sécurité solides et fiables à l'Ukraine. Le Président français et la Première ministre japonaise ont réaffirmé la volonté de leurs deux pays de continuer de fournir une aide et un appui humanitaires à la population ukrainienne et de renforcer les sanctions contre la Russie. Ils ont également renouvelé leur détermination à continuer d'œuvrer ensemble à une paix juste et durable en Ukraine, dans le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

3) Moyen-Orient

Le Président français et la Première ministre japonaise ont échangé sur la situation au Moyen-Orient. Ils ont rappelé que l'Iran ne doit jamais obtenir l'arme nucléaire, et ont souligné qu'il était important de régler cette question par la discussion.

Ils ont souligné leur profonde préoccupation face à la détérioration de la situation dans la région, notamment l'aggravation et l'expansion géographique des pertes humaines et des dégâts matériels, et leurs graves répercussions sur la stabilité de la fourniture d'énergie. Ils ont également réaffirmé l'importance cruciale de poursuivre les efforts diplomatiques pour parvenir à une désescalade rapide de la situation.

À cet égard, le Président français et la Première ministre japonaise ont appelé avec force à l'arrêt immédiat des attaques par l'Iran contre les navires marchands non armés dans le Golfe et contre les infrastructures civiles, notamment les installations pétrolières et gazières des pays voisins, et ses tentatives de compromettre le passage en toute sécurité de navires civils dans le détroit d'Ormuz. Ils se sont également dit prêts à déployer les efforts appropriés pour garantir le passage en toute sécurité dans le détroit. Dans ce contexte, ils ont rappelé la déclaration conjointe des chefs d'État et de gouvernement sur le détroit d'Ormuz, publiée le 19 mars 2026.

S'agissant du Liban, ils ont affirmé leur détermination à prévenir toute autre

escalade et à appuyer une solution politique pour éviter que le peuple libanais ne soit davantage entraîné dans un conflit qu'il n'a pas choisi. Ils ont réaffirmé leur soutien aux décisions prises par les autorités exécutives libanaises pour renforcer la souveraineté du pays et ils ont appelé Israël à respecter l'intégrité territoriale du Liban.

Ils ont rappelé leur engagement en faveur d'une paix globale, juste et durable et de la mise en œuvre de la solution à deux États, conformément aux résolutions idoines du Conseil de sécurité des Nations Unies et à la Déclaration de New York. Ils ont souligné la nécessité d'une fourniture rapide, sûre, sans entrave et durable d'une aide humanitaire à grande échelle dans la bande de Gaza, conformément au droit international humanitaire, notamment par l'intermédiaire de l'ONU, de ses institutions et des organisations internationales. Ils ont déclaré leurs vives préoccupations face à l'augmentation massive des violences perpétrées par les colons contre les civils palestiniens et se sont opposés à toute action unilatérale, notamment les activités de colonisation en Cisjordanie, qui constituent une violation du droit international.

4) Afrique

Le Président français et la Première ministre japonaise ont réitéré leur profonde préoccupation quant à l'impact des violences en cours sur le continent, en particulier au Soudan et dans la région des Grands Lacs. Ils ont à nouveau appelé l'ensemble des parties à prendre part aux processus de paix de bonne foi, et ont rappelé leur appui aux efforts diplomatiques visant à assurer la paix et la stabilité ainsi que la nécessité de mettre pleinement en œuvre les précédents engagements. Ils ont également souligné qu'il était important de traiter les causes structurelles et les catalyseurs des conflits, notamment en garantissant la sécurité des personnes. Ils ont déclaré leur volonté de travailler ensemble pour renforcer la participation du secteur privé au développement de l'Afrique. À cet égard, le Président français et la Première ministre japonaise ont salué la réussite de la neuvième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique à Yokohama en août 2025, organisée conjointement par le Japon, l'ONU, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et la Commission de l'Union africaine, ainsi que l'organisation du Sommet Africa Forward, co-présidé par la France et le Kenya, qui aura lieu à Nairobi en mai 2026.

5. Conclusion

En conclusion, le Président français et la Première ministre japonaise ont salué les progrès réalisés dans le cadre de leur « partenariat d'exception » et ont réaffirmé leur volonté d'approfondir et renforcer ce dernier et de coopérer étroitement pour une communauté internationale pacifique, stable et prospère.

TAKAICHI Sanae
Première ministre du Japon

Emmanuel Macron
Président de la République française